



Patrick Pouyanné,
PDG de TotalEnergies,
et Daniel Kretinsky,
PDG d'Energeticky
à Prumyslov Holding.

Énergie : les dessous de l'alliance entre Daniel Kretinsky et TotalEnergies

Et un actif de plus dans le portefeuille de participations françaises de Daniel Kretinsky. Premier actionnaire des distributeurs Casino et Fnac Darty, le milliardaire tchèque, également propriétaire d'Editis et des hebdomadaires *Elle* et *Marianne*, devient le troisième actionnaire de TotalEnergies, avec 4,1 % du capital, derrière les salariés (8,9 %) et le fonds d'investissement américain BlackRock (6,7 %). Cette prise de participation dans la major française se fait à l'occasion du rachat par le français d'une partie des actifs d'Energeticky à Prumyslov Holding (EPH).

Le groupe dirigé par Patrick Pouyanné va acquérir 50 % d'une coentreprise créée avec EPH, valorisée à 10,6 milliards d'euros. EPH y apporte la plupart de ses actifs énergétiques, à l'exception de ses centrales à charbon : 17 centrales à gaz en activité, 8 en construction ou en développement, et 11 fermes de batteries en construction ou en opération. Le tout réparti dans cinq pays : Italie, Pays-Bas, France, Royaume-Uni et Irlande. En contrepartie, le groupe tchèque recevra l'équivalent de 5,1 milliards d'euros en actions TotalEnergies, via l'émission de 95,4 millions d'actions. L'opération va permettre à la coentreprise d'envisager sereinement les travaux prévus, notamment ceux visant à augmenter les capacités de production de ses centrales britanniques vieillissantes.

Daniel Kretinsky reste le premier actionnaire d'EPH, dont il détient 50 % plus 1 action. L'entreprise est le

Elsa Bembaron

Le Tchèque devient actionnaire à 4,1 % du groupe dirigé par Patrick Pouyanné, qui se hisse au troisième rang des producteurs européens d'électricité à partir de gaz.

socle sur lequel il a bâti son vaste empire. L'homme d'affaires a construit sa fortune au début des années 2000 en rachetant des centrales à charbon, avant de diversifier EPH dans le gaz (transport, stockage...), la fourniture et la production d'électricité solaire et éolienne, ou encore le frêt ferroviaire et logistique... Autant d'activités qui restent dans le giron du groupe, tout comme les deux centrales de la filiale française d'EPH, Gazel Energies. Celle de Gardanne a été convertie à la biomasse bois, un domaine dans lequel TotalEnergies n'est pas présent ; celle de Saint-Avold doit encore être transformée pour passer du charbon au gaz. Les centrales à charbon d'EPH en Allemagne et en Sardaigne sont aussi exclues de la transaction avec TotalEnergies.

Avec cette acquisition, TotalEnergies se hisse au troisième rang des producteurs européens d'électricité à partir de gaz (centrales gaz à cycle combiné, CCGT), derrière l'Allemand RWE et Engie. Le groupe français a fait du gaz naturel une « énergie de transition » destinée à se substituer au charbon, deux fois plus émetteur de gaz à effet de serre. En mettant la main sur de

nouvelles centrales à gaz à cycle combiné (CCGT), le groupe déroule sa stratégie « integrated power ». Elle est fondée sur la complémentarité entre les CCGT et les capacités de productions d'électricité éolienne et solaire. Patrick Pouyanné veut faire du gaz un complément aux renouvelables dans le

L'opération a été bien accueillie par les investisseurs à la Bourse de Paris, le titre TotalEnergies ayant terminé la séance en légère hausse de 0,76 % à 56,66 euros

cadre de « son offre d'électricité bas carbone et disponible 24 heures sur 24, Clean Firm Power ». Dans cette perspective, les renouvelables doivent, à terme, représenter 70 % de la production d'électricité du groupe, contre 30 % pour les centrales gaz.

Côté amont, avec cette coentreprise, TotalEnergies assure un débouché pour 2 millions de tonnes par an de sa production de gaz naturel liquéfié (GNL),

faisant un pas de plus de l'intégration verticale de ses activités. Il s'ouvre aussi un accès à l'Italie, où il est peu implanté. Le groupe pourrait, à l'avenir, s'y développer dans les renouvelables. Côté aval, le revenu des centrales gaz est sécurisé par les mécanismes dits « de capacité ». Ces actifs sont rémunérés pour pouvoir répondre aux appels des gestionnaires en cas de besoin. La hausse de la part de renouvelables dans les systèmes électriques nationaux augmente leur dépendance à des moyens de production flexibles : centrales gaz et aussi batteries.

L'opération est aussi un message envoyé aux marchés financiers. Patrick Pouyanné souligne qu'EPH en était à l'initiative, illustrant la « confiance » que son groupe inspire. L'opération lui permet de « gagner un actionnaire de long terme, européen qui plus est, venant renforcer la confiance dans notre stratégie », se réjouit le patron français. De son côté, Daniel Kretinsky assure être « très intéressé à devenir un actionnaire de référence de TotalEnergies sur le long terme ». Un point non négligeable, alors que l'action de la major tricolore sera bientôt cotée directement à New York, en plus de Paris.

L'opération a été bien accueillie par les investisseurs à la Bourse de Paris, le titre TotalEnergies ayant terminé la séance en légère hausse de 0,76 % à 56,66 euros. En privilégiant une opération par échange de titres, le groupe ne touche pas à ses capacités de distribution de dividendes à ses actionnaires. Autre argument apprécié des marchés financiers, les 750 milliards de trésorerie disponible qui devraient être dégagés tous les ans par la coentreprise dès 2026, lui offrant les moyens d'autofinancer de futurs investissements. Patrick Pouyanné a, en outre, revu les prévisions de dépenses d'investissement de son groupe pour la période 2027-2030, qui passent d'une fourchette comprise entre 15 et 17 milliards par an à 14 à 16 milliards. Autrement dit, il déduit de l'enveloppe initiale les 5,1 milliards apportés à la coentreprise sous forme d'actions.

Un parti pris qui suscite déjà des critiques. Les centrales gaz de la coentreprise affichent une capacité installée ou en construction de production de 12,5 GW, contre 1,3 GW de capacités de stockage sur batterie en construction et 0,5 GW de biogaz. C'est peu. « Cette décision va amener TotalEnergies à abandonner une large part de ses investissements prévus dans les énergies renouvelables pour se concentrer davantage sur l'électricité à partir de gaz fossile, fortement émissif en gaz à effet de serre », s'alarme l'ONG Reclaim, qui fustige l'alliance de TotalEnergies avec « l'un des producteurs d'électricité les plus polluants d'Europe ». ■